

DOCTEUR BACHIR MESSAITFA, EXPERT EN ÉCONOMIE, AU SOIR D'ALGÉRIE : «Je plaide pour un gouvernement de technocrates qui s'inscrit dans l'après-pétrole»

Le constat du docteur Messaitfa est sans appel à propos de la nouvelle APN qui pêche par la faiblesse de sa composante humaine, produit du système de la rente pétrolière, plus enclin à la distribution qu'à la création et à la production. Le salut serait, selon lui, dans un gouvernement de technocrates chargé de relancer la machine économique tant attendue. Mais il faudra aussi mener une lutte sans merci contre le pourrissement introduit par le tandem corruption-marché informel. La situation d'urgence est signalée car nous avançons à grands pas vers l'épuisement des ressources pétrolières. Il est temps de prendre réellement au sérieux le développement des PME-PMI, en finir avec l'antagonisme secteurs privé-public, encourager les entreprises de production créatrices de richesses.

Entretien réalisé par
Brahim Taouchicht

Le Soir d'Algérie : Depuis les années 1980, le problème de l'après-pétrole revient de façon récurrente dans le discours des gouvernants qui se sont succédé. Cela prouve-t-il une vraie prise de conscience ?

Bachir Messaitfa : Les débuts des années 1980 ont amorcé un changement radical — au regard de l'histoire économique de l'Algérie — dans la politique économique et financière du pays passant des orientations du FLN et de son comité central au marché et à l'ouverture. Ceci a commencé avec la restructuration des entreprises en 1982 et le multipartisme successif aux événements d'octobre 1988. C'est ce changement qui a mis l'économie nationale face à la réalité et non le discours politique, réalité que confirme la crise de 1986 qui a débouché sur le choc pétrolier qui a provoqué la crise de l'endettement en 1993.

La crise pétrolière a mis à jour la fragilité d'une économie basée sur les revenus des hydrocarbures. Ceci a poussé à réfléchir à l'après-pétrole. Mais sur le plan effectif, l'Algérie n'a pas profité de cette prise de conscience et cela perdure aujourd'hui encore car la politique économique recourt toujours à l'argent du Trésor basé lui-même sur la fiscalité pétrolière et non sur les richesses produites par le secteur productif. Il est vrai qu'il y a une prise de conscience quant à l'après-pétrole mais les mécanismes et les politiques gouvernementales successives ne sont pas au niveau de cette préoccupation.

Selon vous quel est le degré d'effectivité des mesures concrètes prises à cet égard ?

En 2000 l'Etat a créé au niveau du gouvernement un ministère chargé des PME et PMI. Mais 10

ans après les autorités ont intégré ce secteur au ministère de l'industrie, ce qui est une grave faute. Au plan réglementaire l'Etat a facilité l'investissement mais n'a pas réglé le problème de la gestion administrative, le problème de la corruption et n'a pas distingué l'investissement productif de richesses de l'investissement orienté sur les importations. Au niveau des dépenses du fonds public d'investissement l'Etat favorise toujours le public du privé, pour preuve la persistance des obstacles à l'investissement à travers le foncier industriel et le foncier agricole, le financement bancaire, le financement par la Bourse, l'exportation, la fiscalité. Au plan statistique, il suffit de noter que la part de la production industrielle ne dépasse pas 5% du PIB et que les importations de l'Algérie fin 2012 atteindront 50 milliards de dollars, chiffre qui avoisine les exportations algériennes d'hydrocarbures à leur plus haut prix. Toutes ces considérations montrent que la dépendance de l'économie nationale est toujours aussi forte et la politique de création de richesses hors hydrocarbures est sans effet.

Avec l'ouverture proclamée de l'économie, les PME-PMI productives de richesses et créatives d'emplois vivent paradoxalement dans la stagnation et le marasme. Quelle serait votre analyse ?

En 2001, j'ai eu l'occasion de participer à la préparation du projet de loi d'orientation et «la stratégie du secteur des PMI-PME en Algérie» quand j'occupais le poste de directeur des études et de synthèse dans le ministère chargé de ce secteur. J'avais basé cette stratégie sur une série de mécanismes et de décrets exécutifs que l'Etat a mis en application comme les mesures de soutien, la mise à niveau, la sécurité de l'investissement. Mais il y a des facteurs en dehors du ministère des PME-PMI qui conditionnent la réussite de ce secteur en Algérie dont : — le climat général des affaires qui profite au secteur public ; — le manque de transparence dans les marchés qui encourage l'économie informelle et l'import ; — le niveau de corruption qui constitue un obstacle pour les entreprises privées qui travaillent dans la transparence et qui se conforment à la loi ; — l'anarchie du marché et l'évasion fiscale qui placent dans une situation prédominante les entreprises qui travaillent dans le marché parallèle par rapport aux autres ; — le système fiscal et les impôts divers qui constituent un obstacle à l'accumulation du capital permettant l'expansion de l'entreprise privée. Enfin, il y a une discrimination entre entreprise publique et entreprise privée lors de l'attribution de marchés contredisant les recommandations de la tripartite, de plus beaucoup d'entreprises publiques ne remplissent pas les conditions de mise à niveau. Sur ce dernier point, il faut rappeler que l'Etat a consacré 5,5 milliards de dollars dans le plan 2010-2014, mais il n'a pas mis en place les conditions techniques pour l'accueil des dossiers de 20 000 entreprises concernées par ce programme. Ceci est un exemple clair des mesures prises sans de véritables études.

Malgré cet état de fait, les importations massives de biens et services continuent et les fra-



Photo : DR

gilisent davantage et risquent même de les tuer à terme sans que personne ne tire la sonnette d'alarme ?

Oui, c'est ce que je voulais dire quand j'ai abordé l'anarchie prévalant dans le marché et l'amalgame fait entre l'investissement productif et l'investissement de type commercial. Il faut savoir que les entreprises d'importation réalisent des bénéfices sur le capital largement plus que les entreprises productives. D'autre part, la mafia de l'import a de grandes capacités de noyer le marché avec les produits de contrefaçon à bas prix qu'il est possible de produire localement. Par ailleurs, il y a des entreprises locales qui vendent des produits de contrefaçon sous le label de produit local et profitent des avantages du commerce extérieur de l'accord d'association et le démantèlement des barrières douanières.

L'absence totale de contrôle, l'anarchie du marché et du commerce ont un effet négatif sur les règles de transparence et de compétition et sont autant d'obstacles pour le développement des PME-PMI. Il faut conforter la loi sur l'investissement avec des dispositions concernant le contrôle et la priorité de la production sur l'importation et des avantages fiscaux en faveur des entreprises qui produisent dans le cadre de l'autosuffisance.

Il est beaucoup question de s'affranchir de la rente pétrolière, mais l'embellie financière actuelle semble assoupir cette velléité ? Retour à la case départ ?

Pour l'heure nous ne pouvons pas nous affranchir de revenus des hydrocarbures. Le prix élevé du pétrole nous permet de bâtir l'économie nationale sur la base d'entreprises productrices de richesses, la recherche industrielle et agricole. Les revenus pétroliers sont un facteur qui permet de placer l'économie nationale dans le développement durable et multipolaire. Se passer des revenus des hydrocarbures est lié au temps puisque la durée de vie supposée de ce secteur ne dépassera pas 2060. Le tourisme pour les pays qui en ont les atouts est bien meilleur du point de vue des rentrées financières que le pétrole. Pour l'année 2012, l'Algérie peut se procurer 100 milliards de dollars en pétrole, gaz naturel et liquéfié. Cet apport est très important s'il est inscrit dans un plan de développement industriel, agricole, dans la recherche et la formation et d'encouragement des secteurs public et privé. Nous n'appelons pas à l'abandon des recettes pétrolières, nous demandons à développer le niveau de développement hors hydrocarbures et à un taux

dans le PIB de l'industrie et de l'agriculture, la réduction des importations et l'augmentation de la part des exportations dans nos spécificités commerciales.

Les organisations patronales ne cessent d'en appeler à l'assainissement du climat des affaires en faveur de l'entreprise qui bute toujours sur des blocages recensés par ailleurs avec précisions. Malgré la publicité qui est faite sur le nécessaire apport du secteur privé dans l'économie nationale sa part reste faible, voire dérisoire ?

C'est parce que l'économie nationale repose sur la promulgation de décrets et un plan de développement basé sur les dépenses publiques. Il aurait fallu qu'elle repose sur un observatoire stratégique et un ministère concerné de l'économie. Les décisions économiques chez nous n'obéissent pas à une vision unifiée, homogène entre les secteurs concernés, mais à des programmes sectoriels qui bénéficient d'enveloppes financières du programme du président de la République et ne proposent pas de réflexions supplémentaires pour la relance économique. C'est pourquoi le développement est basé sur les dépenses publiques et non sur l'accumulation du capital des entreprises qui concerne aussi de nombreuses entreprises du secteur public à l'exemple de Sonatrach et Sonelgaz en relation avec le secteur pétrolier. Il est facile de connaître la contribution des entreprises privées dans la création des richesses et la satisfaction de la demande interne sachant que le taux des PMI-PME par rapport au nombre d'habitants ne dépasse pas 1%, c'est-à-dire 0,01, ce qui est un taux très au-dessous des normes internationales.

On parle beaucoup de l'ouverture du marché, de libéralisation de l'économie mais on a peine à comprendre dans quel modèle elle s'inscrit ? On a l'impression que l'on navigue à vue ?

C'est vrai, l'ouverture dans les pays en développement qui ont réussi à passer de l'étape de l'importation à celle des exportations passe par une période de transition et de mise à niveau industriel, social et psychologique. Cela n'a pas eu lieu en Algérie sous l'effet du choc pétrolier de 1986 et le vide institutionnel dans l'économie globale : ministère de l'Economie, structures de la planification, parrainage. Tous les pays en développement qui ont commencé à évoluer ont suivi la méthode suivante : une vision économique claire ; le recours au capital national ; mise à niveau du capital humain et la formation ; mise en place de structures de développement avec observatoires ministériels de souveraineté économique ; appui aux entreprises créatrices de richesses.

Officiellement décriée la corruption, couplée à l'informel, prend de graves proportions et va jusqu'à menacer l'économie de paralysie. Votre commentaire sachant l'aveu d'impuissance face à ce phénomène fait par le Premier ministre en personne ?

Depuis longtemps nous attirons l'attention sur les problèmes de l'économie nationale à cause du

monopole sur le commerce extérieur, la corruption accélérée, l'anarchie du marché, la faiblesse du contrôle dans l'application des lois. En mai 2010 nous avons eu l'opportunité à L'Assemblée populaire nationale de lancer l'idée d'une «charte nationale de lutte contre la corruption». Nous avons dit que combattre la corruption n'est pas du seul ressort du gouvernement ni uniquement de la justice. Cela veut dire que ce n'est pas l'unique fait de la loi mais la mobilisation de toute la société à travers l'engagement éthique et technique avec une charte consensuelle comme mécanisme de contrôle populaire plutôt que le contrôle gouvernemental. A ce propos, nous regrettons la 113^e place dévolue à l'Algérie par Transparency International en 2011. Nous appelons de nouveau à la mise en œuvre de la charte nationale de lutte contre la corruption qui donne à tout citoyen le droit de contrôle et de dénoncer la corruption en bénéficiant de la protection judiciaire.

Si l'on retient l'hypothèse d'une nouvelle donne politique née après les législatives du 10 mai, quelle seraient alors les chances d'une relance économique ?

Toute relance dépend d'une bonne gouvernance, de traditions de pouvoir éclairé et des lois élaborées sur des bases saines. Ces conditions — malheureusement — ne sont pas garanties par les élections du 10 mai 2012 du fait de la faiblesse de la composante humaine des partis politiques et donc de la nouvelle Assemblée nationale quant aux dispositions et aux capacités d'un travail de fond et d'innovation. C'est pourquoi j'ai appelé avant la tenue des élections à la mise en place d'observatoires d'expériences et d'assemblées de sages et d'experts pour appuyer l'instance législative par des idées fortes et intelligentes. J'ai appelé également à un gouvernement de technocrates pour un développement durable et libéré du poids de la dépendance du pétrole, du commerce extérieur et des subventions publiques.

Le volet économique a été «zappé» par les partis en course pour des sièges à l'APN. Cela est-il d'un mauvais présage pour l'avenir économique du pays ?

La majorité des partis politiques pêchent par leur contenu social et économique parce qu'ils sont nés dans un système de distribution et non de production, autrement dit sur la rente et non la richesse. C'est pourquoi il est difficile pour ces partis de réfléchir dans un cadre de «solution économique» ou d'une «solution sociale». C'est ce qui explique la faiblesse et l'inefficacité de l'Assemblée depuis l'apparition du multipartisme en 1989. En conséquence il est difficile de parier sur cette Assemblée de provoquer le sursaut économique espéré. Le moment est venu de déléguer le pouvoir de décisions aux experts et aux spécialistes mêmes ceux issus des partis. La priorité doit être aux compétences et à l'expérience nationale comme références pour l'accès aux postes législatifs ou exécutifs.

B. T.